

## Les festivals Voie d'accès essentielle au cinéma mondial

Marie-Claude Loiselle

Numéro 138, septembre 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/21421ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Loiselle, M.-C. (2008). Les festivals : voie d'accès essentielle au cinéma mondial. *24 images*, (138), 3-3.

## Les festivals : voie d'accès essentielle au cinéma mondial

On le sait, plusieurs festivals importants, pour les cinéphiles, et qui s'efforcent de rendre accessibles des œuvres provenant des cinématographies d'ici et d'ailleurs se trouvent dans une situation économique précaire, ne sachant jamais, d'année en année, s'ils vont parvenir à survivre. Or l'annonce faite par Téléfilm Canada le printemps dernier de la création de deux nouveaux programmes de soutien – le premier destiné aux festivals dits « performants », c'est-à-dire ceux qui présentent des longs métrages rejoignant 100 000 spectateurs et plus, le second destiné à tous les autres, mais maintenant aussi à ce que l'institution appelle « les activités de développement professionnel de l'industrie » – est venue du coup accentuer l'état de crise. Devant la nécessité de réagir, une coalition regroupant dix-sept directeurs de festivals (au 7 juillet) a été mise sur pied, représentée par Nicolas Girard-Deltruc (Festival du nouveau cinéma), Marie-Renée Duguay (Festival international du cinéma francophone en Acadie), Marie-Anne Raulet (Rencontres internationales du documentaire) et Ségolène Roederer (Les Rendez-vous du cinéma québécois). La coalition demande non seulement à Téléfilm qu'une enveloppe soit réservée expressément aux festivals qui n'ont pas accès au programme fondé sur la performance, et qu'elle soit distincte du fonds destiné aux dites « activités de développement professionnel », mais aussi que la somme affectée à ces festivals, inchangée depuis une dizaine d'années, soit augmentée. On comprend facilement l'inquiétude des directeurs d'événements, dont l'économie est déjà extrêmement fragile, de se retrouver en compétition avec un nombre accru de concurrents, qui n'ont ni le même type d'activités, ni les mêmes visées qu'eux.

Par ailleurs, le regroupement insiste sur le fait que le nouveau programme ne tient nullement compte de l'importance d'offrir au public une culture cinématographique diversifiée, issue tant de la production nationale qu'internationale. Il souligne combien une ouverture sur ce qui se fait ailleurs dans le monde est indispensable, dans la mesure où cela permet aux cinéastes d'ici de se mesurer aux plus grands auteurs étrangers et ainsi d'envisager leur pratique dans une perspective plus large afin que leurs films puissent, eux aussi, rayonner hors de nos frontières. Cette ouverture rend possibles les coproductions, mais favorise également les échanges, le dialogue entre cinéastes d'origines diverses, « dialogue artistique essentiel pour enrichir notre vision du monde comme de notre cinématographie nationale », rappelle-t-on très justement.

Bien que la position défendue par la coalition semble une évidence, aucune des institutions fédérales n'est en mesure de soutenir cette ambition des festivals, aucune des trois sources de financement ne considérant, dans ses politiques, la corrélation existant entre une cinématographie nationale forte et un accès le plus large possible à la culture cinématographique mondiale. Selon Téléfilm, les festivals doivent poursuivre trois objectifs : « accroître les auditoires du contenu canadien au Canada et à l'étranger », « renforcer la capacité de l'industrie à rejoindre les auditoires » et « offrir une plus-value aux Canadiens en tant qu'administrateur efficient et efficace » (!) Point à la ligne.

Si Téléfilm relève du ministère du Patrimoine canadien, dont la mission est bien connue – et qui, dans la description de son propre fonds de soutien aux festivals dit vouloir « appuyer les événements célébrant les arts locaux et le patrimoine local » –, on attend autre chose du Conseil des Arts du Canada qui, bien qu'il doive rendre des comptes au gouvernement par l'entremise du même ministère, se dit pourtant autonome et s'est donné comme mandat de défendre les arts et la culture, sans égard aux lois du commerce. Si, effectivement, le programme d'aide aux festivals de cette institution prône un soutien aux événements qui « ne craignent pas de courir des risques en établissant leur programmation » et « mettent en valeur une diversité de voix et de visions », on y retrouve quand même ce canadocentrisme qui vise à promouvoir exclusivement les œuvres canadiennes. Dans la mesure où le gouvernement fédéral impose aux organismes publics qui investissent dans la culture d'apporter la preuve que leurs activités sont profitables à l'industrie locale, et donc que les fonds dont ils disposent sont liés à leur capacité à promouvoir le « contenu canadien », les choses ne risquent certainement pas d'aller en s'améliorant...

Il faut aussi se figurer à quelles acrobaties improbables doivent être contraints ces événements pour répondre aux priorités des uns et des autres quand on mesure, une fois de plus, le fossé qui sépare les objectifs canadiens et la vision québécoise. La SODEC qui, elle, représente *grosso modo* 50 % du financement des festivals, attend de ceux-ci qu'ils soutiennent « sur l'ensemble du territoire québécois, la promotion et la diffusion de la production cinématographique et télévisuelle québécoise » certes, mais aussi « la promotion et la diffusion de la production cinématographique internationale », en veillant à améliorer « l'accès à la culture cinématographique sur l'ensemble du territoire ». Changement de monde, changement de discours. Cette institution québécoise reconnaît donc que « culture nationale » et « culture internationale » ne vont pas l'une sans l'autre, s'enrichissent l'une l'autre.

Mais, malheureusement, notre situation étant toujours ce qu'elle est, sans la part fédérale des subventions, qui compose généralement un peu moins de la moitié du budget global des festivals, aucun d'entre eux ne peut survivre. Ce que les signataires de la coalition voient bien, c'est que plusieurs festivals, qui, tout en se voulant de calibre international, peinent déjà aujourd'hui avec des budgets de famine à se tailler une place parmi les festivals reconnus internationalement, risquent, sinon de disparaître, du moins d'être freinés dans leur développement, et ce, malgré tous les efforts qu'ils font pour offrir une programmation qui propose chaque année le meilleur de la production mondiale. Car comment former un public assidu et cinéphile, capable d'apprécier son propre cinéma dans ses formes les plus diverses (fiction, documentaire, court métrage, films expérimentaux, films d'animation) s'il n'a pas accès à une culture cinématographique la plus étendue possible? Préserver cet accès essentiel, vital, exige un combat de tous les instants. Et on ne voit pas le jour où l'on pourra baisser la garde...

Marie-Claude Loisel